

Emerging Patterns in the Labour Market: A Reversal from the 1990s

by P. Cross*

Introduction

An article published in the March 2005 CEO noted that many labour market trends established in the 1990s had been reversed since 2000. Some of the most notable developments included the resurgence of construction and resource jobs, especially in rural areas, while factory jobs disappeared, notably high-tech and auto jobs found almost exclusively in large cities. In the service sector, computer services flattened out while public services were restored after cuts in the 1990s. The resurgence of multinational resource companies and government also favoured job growth in large establishments. Meanwhile, older workers increasingly supplied these growing demands for labour.

This paper looks at whether these patterns continued in 2005. To summarize, most of these recent trends intensified in the past year.¹ In particular, it was another banner year for the resource sector and construction. These gains were reflected in stronger employment growth in rural areas and in large firms. In terms of supply, older workers continued to fill the bulk of new jobs. Still, job growth outstripped the labour force, pushing joblessness to a 30-year low and boosting real wages. A new trend was full-time positions accounting for most job growth, especially in Alberta and BC where labour shortages emerged.

Industry Growth

Overall, employment in non-farm natural resources jumped 7% last year, its largest increase on record back to 1988. Resource jobs have risen in five of the last six years, a marked turnaround from seven annual declines in the 1990s, a decade with a total drop of

* Current Analysis (613) 951-9162.

Nouvelles tendances du marché du travail: toutes à l'opposé des années 1990

par P. Cross*

Introduction

Dans un article paru dans le numéro de mars 2005 de l'*Observateur économique canadien*, on signale que plusieurs tendances du marché du travail qui se sont établies dans les années 1990 se sont inversées depuis l'an 2000. Au nombre des faits les plus dignes de mention, mentionnons la reprise de l'emploi dans l'industrie de la construction et le secteur des ressources, plus particulièrement en régions rurales, au moment même où disparaissaient des emplois en fabrication, notamment des emplois en haute technologie et dans l'industrie de l'automobile appartenant presque uniquement aux grandes villes. Dans l'industrie tertiaire, l'emploi a plafonné dans les services informatiques et il s'est rétabli dans les services publics après avoir régressé dans les années 1990. La remontée dans les sociétés multinationales du secteur des ressources et dans les administrations publiques a également favorisé la croissance de l'emploi dans les grands établissements. Par ailleurs, les travailleurs âgés ont de plus en plus répondu à cette demande croissante de main-d'œuvre.

Notre propos sera de voir si ces tendances se sont maintenues en 2005. Pour résumer, disons que la plupart de ces tendances récentes se sont accentuées au cours de la dernière année¹. Notons en particulier que l'année a été excellente pour le secteur des ressources et l'industrie de la construction, ce qui s'est traduit par une plus ample progression de l'emploi dans les zones rurales et les grandes entreprises. En ce qui concerne l'offre de main-d'œuvre, les travailleurs plus âgés ont continué à combler la majeure partie des nouveaux postes. Surtout, la croissance de l'emploi a été plus rapide que celle de la population active, ramenant le chômage à un seuil jamais vu en 30 ans et stimulant les salaires réels. Marquant une nouvelle tendance, l'emploi à plein temps rend compte du gros de cette croissance, surtout en Alberta et en Colombie-Britannique où des pénuries de main-d'œuvre ont commencé à se manifester.

Croissance de l'industrie

Dans l'ensemble, l'emploi a fait un bond de 7 % l'an dernier dans le secteur des ressources naturelles non agricoles; c'est la plus forte augmentation qui ait été observée depuis 1988. L'emploi dans le secteur des ressources a été en hausse pendant cinq des six dernières années, ce qui tranche

* Analyse de conjoncture (613) 951-9162.

14%. The pick-up in the primary sector reflected the continued surge in oil and gas and a recovery in metal mining, which outweighed losses in forestry.

Mining outside of oil and gas led all industries with an 16% surge in jobs last year. This snapped a downward trend that stretched back to 1990 and saw the loss of nearly half of all jobs in this industry. Metal mining was lifted by buoyant prices, many of which hit their highest level in over a decade. Over half these jobs are in Ontario and Quebec. Coal mining also rebounded from a decade-long slump, notably in BC as a result of rising demand from China.

Oil and gas continued to experience double-digit growth. All areas expanded: extraction grew as new developments in the oilsands and offshore Newfoundland came on line, while the search for new sources intensified to replace dwindling conventional supplies.

Construction jobs rose by 7%, on top of 5% growth in each of the previous three years. However, the sources of growth switched over the course of the year. Housebuilding slowed last year, after housing starts had risen every year since interest rates tumbled in the wake of the 9/11 attacks. The slack was more than offset by surging non-residential investment in both building and engineering.

While construction growth was supported by Alberta's continuing investment boom, strong gains were also posted in BC to support the infrastructure for trade with Asia and the beginning of construction for the 2010 Winter Olympics. In central Canada, losses in industrial demand were outweighed by gains in the public sector and strong commercial demand in Ontario, notably warehouses and office buildings.

vivement sur les sept baisses annuelles relevées dans les années 1990, décennie où le recul a été de 14 %. Le redressement de l'emploi dans l'industrie primaire s'explique par l'incessante montée de l'activité pétrolière et gazière qui a annulé les pertes ans les forêts.

L'extraction minière (sans l'extraction pétrolière et gazière) a dominé au tableau d'ensemble des industries avec une progression de 16 % de l'emploi l'an dernier, ce qui mettait fin à une tendance à la baisse depuis 1990, laquelle avait fait disparaître presque la moitié de tous les emplois de cette industrie. Quant aux mines métalliques, elles ont été portées en avant par la fermeté des prix, dont beaucoup ont atteint un sommet en plus d'une décennie. Plus de la moitié des nouveaux emplois se trouvaient en Ontario et au Québec. Les mines de charbon ont aussi secoué une léthargie longue

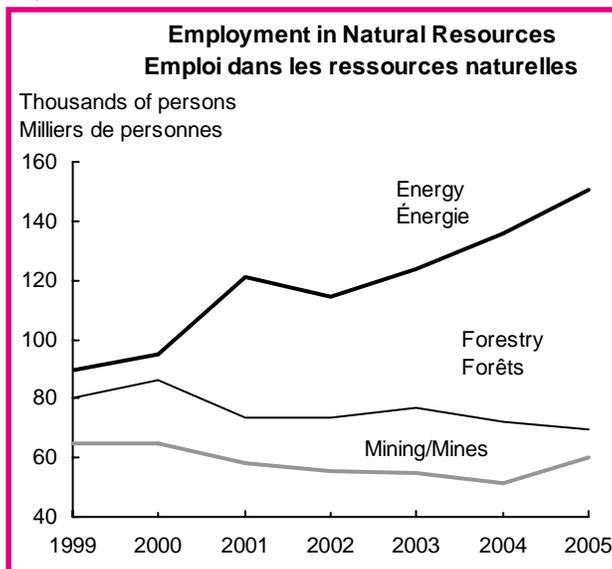
d'une décennie, notamment en Colombie-Britannique grâce à la croissance de la demande en Chine.

Dans l'industrie de l'extraction pétrolière et gazière, on pouvait toujours observer une croissance à deux chiffres. Tous les sous-secteurs étaient en progression avec de nouveaux travaux de mise en valeur des sables pétrolifères et la mise en exploitation de nouveaux gisements au large de Terre-Neuve et avec l'intensification de la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique propres à remplacer les énergies classiques qui s'appauvrissent.

Dans l'industrie de la construction, l'emploi s'est élevé de 7 % après des hausses de 5 % dans chacune des trois dernières années, mais les sources de croissance se sont déplacées au cours de l'année. La construction résidentielle a ralenti l'an dernier. Précisons que les mises en chantier d'habitations avaient augmenté chaque année depuis l'effondrement des taux d'intérêt à la suite des attentats du 11 septembre. Cette faiblesse de l'an dernier a été plus que compensée par une flambée des investissements non résidentiels tant en bâtiments qu'en travaux de génie.

La croissance de l'industrie de la construction a pu s'appuyer sur le constant essor des investissements en Alberta, mais on pouvait aussi constater de forts gains en Colombie-Britannique où il fallait soutenir l'infrastructure du commerce avec l'Asie et entreprendre les travaux de construction en prévision des Olympiques d'hiver de 2010. Dans les provinces centrales, le fléchissement de la demande industrielle a été contrebalancé par des gains dans le secteur public et par la fermeté de la demande commerciale en Ontario qui s'attache notamment aux entrepôts et aux tours à bureaux.

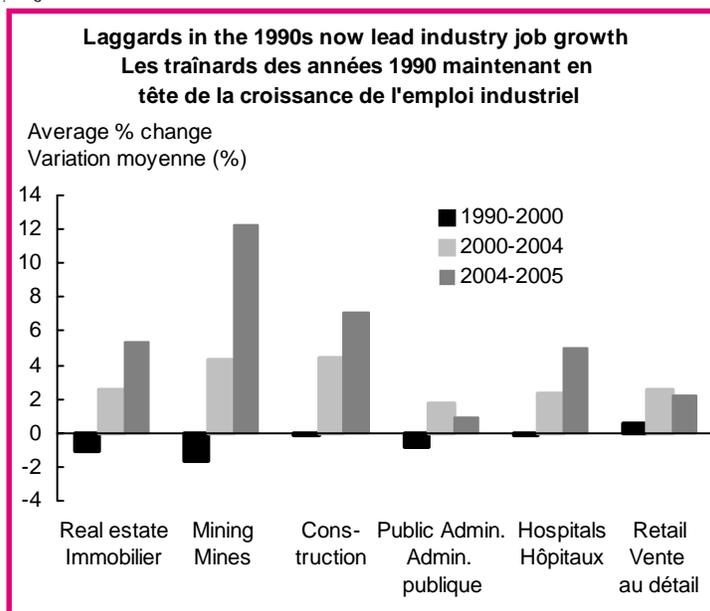
Figure 1



Public sector employment rose another 2%, continuing its recovery from cutbacks in the 1990s. Education led the way, rising 7% as universities stepped up hiring. Hospitals also expanded 5% due to an increase in funding.

Not all recent trends were new. Some industries that fared well in the 1990s have continued to grow steadily since, including 2005. Business services benefited from the inexorable trend to outsourcing a wide range of services. Finance and real estate have been able to capitalize on a proliferation of new financial instruments, as well as growth in the stock, commodity and housing markets. Strong

Figure 2



Dans le secteur public, l'emploi a marqué une nouvelle avance de 2 %, poursuivant son redressement depuis les compressions des années 1990. L'éducation a mené le mouvement avec une hausse de 7 %, car les universités ont multiplié les mesures d'embauche. Dans le secteur hospitalier, l'emploi a aussi crû de 5 % en raison de la hausse du financement.

Les tendances récentes n'étaient pas toutes nouvelles. Il y a des industries bien portantes dans les années 1990 qui ont continué à progresser fermement, y compris en 2005. Les services aux

entreprises ont profité de l'inévitable tendance à externaliser une grande diversité de services. La finance et l'immobilier ont pu compter sur une prolifération des nouveaux instruments financiers, ainsi que sur la croissance des marchés des

Table 1
Average Annual Job Growth by Industry*

Tableau 1
Moyenne annuelle de la croissance de l'emploi par industrie*

	1990-2000	2000-2004	2004-2005
	%		
Upturns - Redressements			
Mining - Mines	-1.7	4.3	12.3
Construction	-0.1	4.4	7.1
Real Estate - Immobilier	-1.1	2.6	5.3
Hospitals - Hôpitaux	-0.2	2.3	5.0
Public Administration - Administration publique	-0.8	1.7	0.9
Retail - Vente au détail	0.6	2.5	2.2
Downturns - Replis			
Computer services - Services informatiques	31.8	0.7	4.0
Computer and electronic - Ordinateurs et électronique	4.4	-7.9	4.1
Autos	4.1	0.4	-2.6
Clothing - Vêtements	-1.6	-4.6	-14.6
Air transport - Transport aérien	0.7	-3.9	4.3
Temporary help - Aide temporaire	11.6	0.9	-10.2
Couriers - Messageries	6.0	-1.2	1.8
No change in trend - Tendence inchangée			
Business Services ¹ - Services aux entreprises ¹	4.7	3.5	3.3
Education - Éducation	1.6	1.6	6.8
Consumer services - Services de consommation	2.4	2.2	-0.1
Goods-handling - Manutention	2.2	1.2	1.3

* These industries account for 70% of all jobs. - Ces industries comptent pour 70 % de tous les emplois.
 1. Ex computer services - Sans les services de systèmes informatiques.

investment demand gave a boost to architectural and engineering and legal services as firms drew up plans to expand. Security services continued to grow rapidly in the wake of the 9/11 attacks.

Trade employment received a boost from wholesalers as international trade rebounded. Retail jobs were lifted by double-digit gains in building materials, electronics and appliance stores. Since 2000, employment in trade has already exceeded its growth in the 1990s, largely due to greater gains in retail sales.

Conversely, many high-flying industries in the 1990s have returned to earth with a thud. Manufacturing jobs contracted by 3.7% last year, continuing a slump that started when the high-tech bubble burst late in 2000 and worsened when the exchange rate began to rise in 2003.

The loss of jobs in auto manufacturing that began in 2001 after a decade of rapid growth continued. But almost all manufacturing industries shed jobs last year as the rising dollar and raw materials costs squeezed profits. Increased import

competition pushed down jobs in textiles and clothing at a double-digit rate, aggravating the slide that began in 1999. Furniture also saw double-digit losses. Layoffs continued in lumber and pulp and paper, both of which employ about a third less people than in 1990.

Ontario and Quebec bore the brunt of the loss of factory jobs, but Alberta also posted a sharp decline last year. This 9% drop seems related more to a labour shortage than slumping demand, as 42% of Alberta's

actions, des marchés de matières premières et de l'habitation. Une forte demande d'investissement a constitué un aiguillon pour les services architecturaux, les services de génie et les services juridiques, les entreprises ayant formé des plans d'expansion. Enfin, les services de sécurité sont demeurés en croissance rapide sur la lancée provoquée par les attentats du 11 septembre.

Dans le commerce, l'emploi a été stimulé par les grossistes dans un contexte de reprise des échanges internationaux. Dans le commerce de détail, on a constaté des hausses à deux chiffres pour les magasins de matériaux de construction, de produits électroniques et d'appareils électroménagers. Depuis l'an 2000, la croissance de l'emploi dans les services a déjà dépassé ses gains de la décennie 1990 en grande partie à cause de résultats supérieurs pour les ventes au détail.

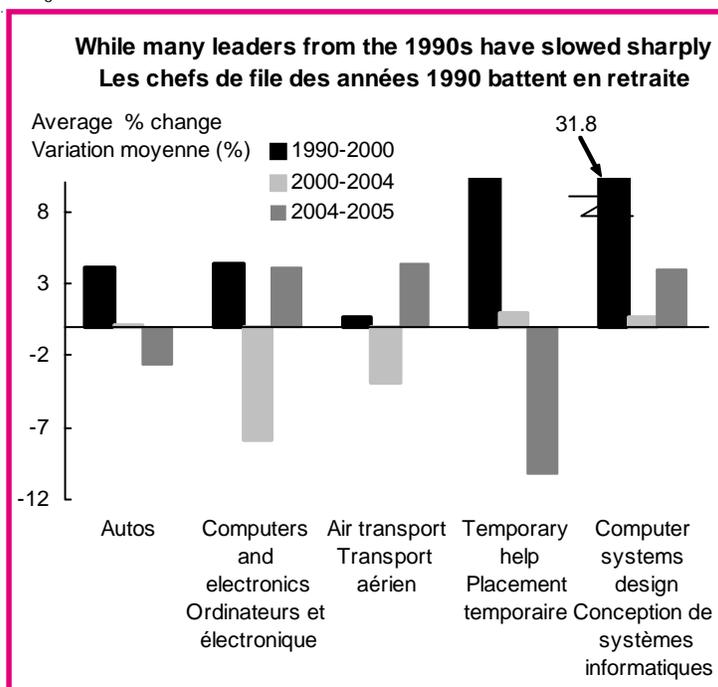
En revanche, nombre d'industries qui menaient bon train dans les années 1990 se sont tout simplement enlisées. L'emploi en fabrication s'est contracté de 3,7 % l'an dernier, restant en proie à un marasme qui avait commencé avec l'éclatement de la bulle de la haute technologie vers la fin de l'an 2000 et qui s'était encore aggravé lorsque le taux de change s'était mis à monter en 2003.

Chez les constructeurs automobiles, les pertes d'emplois persistent depuis 2001 après une décennie de progression rapide. Il reste que presque toutes les industries de fabrication ont éliminé des emplois l'an dernier dans un contexte de valorisation

du dollar et de hausse du prix des matières premières qui a rétréci les marges bénéficiaires. Par ailleurs, l'intensification de la concurrence des importateurs a causé une décroissance à deux chiffres de l'emploi dans le textile et le vêtement, ce qui devait accentuer un dérapage ayant débuté en 1999. On a également relevé des baisses à deux chiffres pour l'industrie du meuble. Enfin, il y a eu de nouveaux licenciements dans les industries du bois d'œuvre et des pâtes et papiers qui, l'une et l'autre, emploient environ le tiers de travailleurs de moins qu'en 1990.

L'Ontario et le Québec ont subi le gros des pertes dans le secteur de la fabrication, mais l'emploi a aussi fortement baissé en Alberta. Il semblerait que, dans cette dernière province, le recul de 9 % a plus à voir avec une pénurie de

Figure 3



manufacturers reported a shortage of skilled labour and 20% unskilled labour at year-end.

Besides manufacturing, a number of other industries that did well in the 1990s continued to struggle so far this decade. Jobs in computer services continued to flatten after leading growth in the 1990s. A small rebound last year left employment less than 3% above its 2001 level, a far cry from tripling in the previous decade.

Temporary help agencies and air transport were two other industries that led growth in the 1990s but slowed thereafter. Jobs at temporary help firms fell another 10% in 2005. Tight labour market conditions, which sent the unemployment rate to a 30-year low, were also reflected in fewer social assistance jobs for the first time since the economic boom at the end of the 1990s, possibly due to fewer welfare cases.

Air transport of course fell dramatically after 9/11, but had already slowed before that as firms trimmed travel budgets. After these troubles resulted in a shake-out in 2004, the industry turned around last year, and jobs recovered.

The recovery of travel from overseas was reflected in a number of other developments. Sight-seeing jobs hit new highs, and accommodation also recovered from a drop the year before. Casinos and gambling, however, remained hampered by weak travel flows from the US. All these travel-related industries had expanded rapidly in the 1990s, especially gambling.

The forestry sector was the major exception to the boom brought about by record commodity prices, continuing a decade-long slump with employment down 4% to its lowest level since 1987. Farming as a main job rose 5%, recovering some of their recent steep losses when it was plagued by drought and disease.

main-d'œuvre qu'avec l'affaissement de la demande, puisque 42 % de ses fabricants ont signalé en fin d'année des pénuries pour la main-d'œuvre qualifiée et 20 %, pour la main-d'œuvre non spécialisée.

En dehors du secteur de la fabrication, diverses industries qui s'en étaient bien tirées dans les années 1990 continuent à éprouver des difficultés dans la décennie en cours. Dans les services informatiques, l'emploi a encore plafonné après avoir mené pour la croissance dans la décennie 1990. Une légère reprise l'an dernier a laissé l'emploi à un niveau supérieur de moins de 3 % au niveau de 2001, alors que celui-ci avait triplé dans la dernière décennie.

Mentionnons deux autres industries, celles des bureaux de placement temporaire et des transports aériens, qui ont elles aussi été des chefs de file dans les années 1990, pour ralentir par la suite. En 2005, l'emploi a encore fléchi de 10 % dans les services de placement temporaire. La fermeté du marché du travail, qui a fait descendre le taux de chômage à son plus bas niveau en 30 ans, a aussi fait qu'il y a eu moins d'emplois dans les services de sécurité sociale pour la première fois depuis l'essor économique de la fin des années 1990, car le nombre de dossiers d'assistés sociaux a tout probablement continué de diminuer.

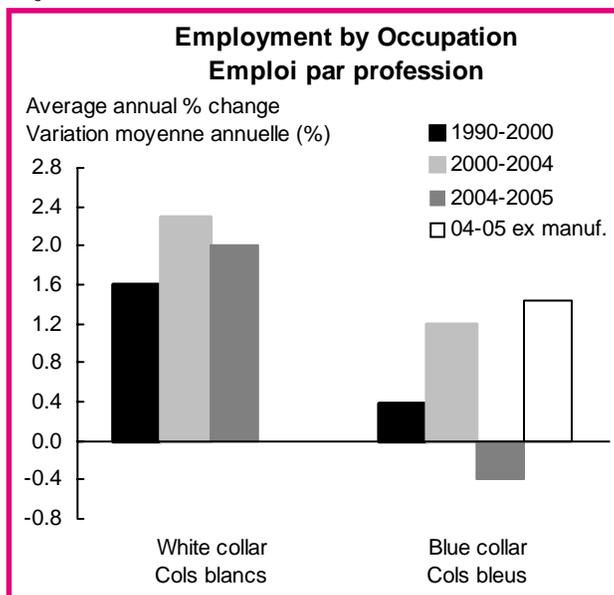
Les transports aériens ont considérablement régressé, bien sûr, après les attentats du 11 septembre, mais ils avaient déjà ralenti auparavant, les entreprises ayant réduit leurs budgets de déplacements. Ces difficultés ont mené à une réorganisation de l'industrie en 2004, qui s'est redressée l'an dernier et l'emploi y a repris.

La remontée des voyages en provenance d'outre-mer a amené divers autres développements. Dans les services touristiques, l'emploi a atteint de nouveaux sommets et, dans le secteur de l'hébergement, il s'est redressé après avoir fléchi l'an dernier. Les casinos et les jeux de hasard sont cependant

toujours gênés par la faiblesse des voyages en provenance des États-Unis. Toutes ces industries liées aux voyages ont été en expansion rapide dans les années 1990, plus particulièrement celle des jeux de hasard.

Le secteur forestier a constitué la seule grande exception à l'essor causé par les prix records des produits de base, restant dans un marasme qui dure déjà depuis 10 ans et qui a fait chuter l'emploi de 4 % en le rabattant à son plus bas niveau depuis 1987. L'emploi en agriculture (emploi principal) s'est élevé de 5 %, effaçant une partie des pertes cuisantes qu'il avait récemment essuyées dans une période de sécheresse et de maladie.

Figure 4



In the 1990s, white collar jobs grew much faster than blue collar, which fell outright excluding manufacturing. Blue collar jobs have rebounded since 2000. This recovery was interrupted last year by the layoffs in manufacturing: other blue collar jobs continued to grow steadily due to the strength in resources and construction. White collar job growth has picked up since 2000 thanks to the gains in business and the public sector (mainly health and education).

Large Establishments Dominate

Mining and oil and gas are dominated by large multinationals. With double-digit growth in these industries, and the public sector expanding steadily, it is not surprising that large establishments (more than 500 employees) drove employment gains as they have generally since 2000. Their payrolls increased 6% last year, one of the largest gains for these firms since this data was collected in 1997. Medium-sized employers (20 to 500 employees) were next with a 1.1% gain.

Small firms with less than 20 employees continued to lag, as they have for most of this decade. This is a reversal from the previous decade, when small firms dominated job growth, especially in the ICT sector.

The jump in jobs in large firms was mirrored in more jobs held by union members, which outstripped the growth of non-union jobs for one of the few times on record back to 1997.

Rural Regions Surpass Urban

Jobs in small towns and rural areas rose 1.3% last year, comparable with the 1.4% gain in urban Canada. Rural employment has matched urban areas since 2001, after lagging at half their growth in the previous decade (comparisons with the 1990s are hampered by a change in the Census definition of urban and rural).

Dans les années 1990, les emplois de cols blancs ont augmenté bien plus rapidement que les emplois de cols bleus, lesquels ont même carrément diminué sauf en fabrication, mais pour ensuite opérer un redressement, et ce, depuis l'an 2000. Cette remontée s'est trouvée interrompue l'an dernier par les licenciements qui ont eu lieu dans les industries de fabrication; il reste que les autres emplois de cette catégorie sont restés en croissance soutenue en raison de la vigueur du secteur des ressources et de l'industrie de la construction. Quant aux emplois de cols blancs, ils sont en remontée depuis 2000 avec des gains dans les services aux entreprises et le secteur public (surtout la santé et l'éducation).

Les grands établissements prédominent

Les grandes multinationales dominent dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Si on considère l'expansion à deux chiffres de ce secteur et la progression nourrie du secteur public, on ne s'étonnera pas que les grands établissements (comptant plus de 500 employés) aient été le moteur de la croissance de l'emploi comme elles le sont généralement depuis l'an 2000. L'emploi y a été en hausse de 6 % l'an dernier, un des meilleurs gains relevés dans la grande entreprise depuis que ces données ont commencé à être colligées en 1997. Les employeurs de taille inter-

médiaire (comptant de 20 à 500 employés) suivaient avec une hausse de 1,1 %.

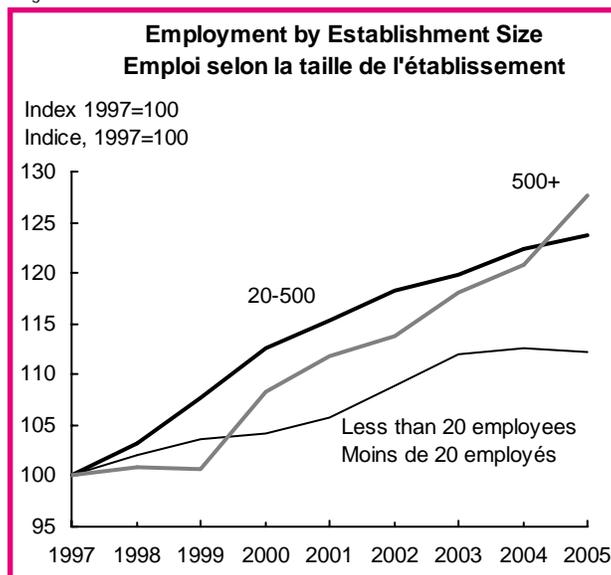
Les petites entreprises (comptant moins de 20 employés) étaient à la traîne comme elles l'ont été pendant le plus clair de la décennie en cours, contrairement à ce qui s'était passé dans la dernière décennie où elles avaient dominé au tableau de la croissance de l'emploi, surtout dans le secteur des TIC.

Le bond de l'emploi dans les grandes entreprises a donné lieu à une multiplication des emplois de syndiqués qui ont dépassé en croissance pour une rare fois depuis 1997 les emplois non syndicalisés.

Les régions rurales devancent les régions urbaines

Dans les petites villes et les régions rurales, l'emploi a crû de 1,3 % l'an dernier comparativement à 1,4 % dans les régions urbaines. L'emploi augmente au même rythme en région rurale qu'en région urbaine depuis 2001, alors qu'il accusait un retard de croissance de moitié dans la dernière décennie (un changement de définition des régions urbaines et rurales au recensement nuit aux comparaisons avec les années 1990).

Figure 5



médiaire (comptant de 20 à 500 employés) suivaient avec une hausse de 1,1 %.

Les petites entreprises (comptant moins de 20 employés) étaient à la traîne comme elles l'ont été pendant le plus clair de la décennie en cours, contrairement à ce qui s'était passé dans la dernière décennie où elles avaient dominé au tableau de la croissance de l'emploi, surtout dans le secteur des TIC.

Le bond de l'emploi dans les grandes entreprises a donné lieu à une multiplication des emplois de syndiqués qui ont dépassé en croissance pour une rare fois depuis 1997 les emplois non syndicalisés.

Les régions rurales devancent les régions urbaines

Dans les petites villes et les régions rurales, l'emploi a crû de 1,3 % l'an dernier comparativement à 1,4 % dans les régions urbaines. L'emploi augmente au même rythme en région rurale qu'en région urbaine depuis 2001, alors qu'il accusait un retard de croissance de moitié dans la dernière décennie (un changement de définition des régions urbaines et rurales au recensement nuit aux comparaisons avec les années 1990).

The breakdown of growth within rural Canada was even more striking in 2005. Lower employment in small towns masked a 4.1% jump in purely rural areas. The weakness in small towns may reflect the closing of forestry mills, while rural areas were helped by the recovery in mining and farming.

The loss of manufacturing jobs hit both urban and rural areas. Construction grew faster in urban areas, while the boom in commodity trade helped rural jobs in the primary and transportation industries.

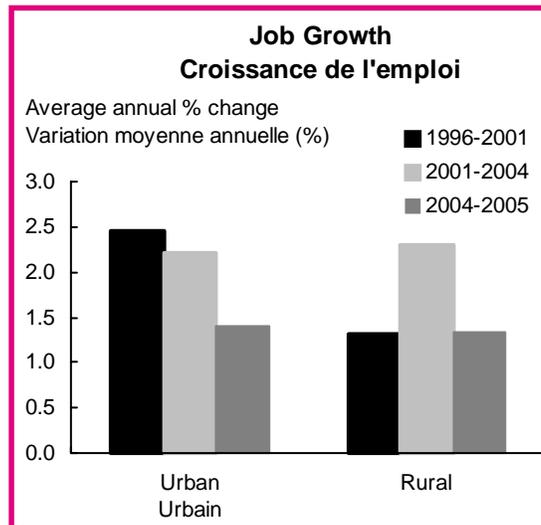
A look at which regions posted the largest job gains in 2005 confirms the recovery of rural areas. Northern Manitoba led the way, up 10%. Athabasca was close behind, fuelled by the explosive development of its oilsands. The revival of mining helped the north and interior of BC. Cape Breton led the Atlantic region in job growth, up 6.5%, the sixth best among the 68 economic regions in the Labour Force Survey. Rural Saskatchewan was helped by the rebound in farming.

The growth of rural regions was quite uneven, however, due to the cuts in the forestry sector. The closing of several lumber and paper mills was reflected in job losses in several rural areas of New Brunswick, Quebec and Northern Ontario. Despite weak demand, forestry operations in the interior BC were steady, partly due to sustained cutting to slow the advance of the pine beetle.

Employment in cities last year was hampered by losses in those whose industrial base contracted. Montreal fared the worst of the three largest cities (up only 1%) due to weak manufacturing (notably textiles and clothing). Hamilton also saw jobs retreat due to declines in manufacturing. Cities driven by autos were mixed: Windsor declined, but Oshawa's growth remained strong.

Some provincial capitals stalled or lost jobs even as the rest of the province grew. This was most evident in Halifax, Winnipeg and Regina. Victoria was a notable

Figure 6



Ce mouvement dans les régions rurales du Canada a été encore plus saisissant en 2005. L'affaiblissement de l'emploi dans les petites villes nous empêche de voir un bond de 4,1 % dans les régions purement rurales. Cette faiblesse dans les petites villes peut tenir à la fermeture d'établissements forestiers, alors que, dans les régions rurales, l'emploi était favorisé par la reprise de l'activité minière et agricole.

La perte d'emplois en fabrication a frappé les régions urbaines et rurales. L'emploi a crû plus rapidement en construction dans les premières et un commerce des produits de base qui bat son plein a fait monter l'emploi dans les

secondes, plus précisément dans l'industrie primaire et les transports.

Il suffit de regarder quelles régions ont présenté en 2005 les meilleurs gains en matière d'emploi pour bien se rendre compte de la reprise des régions rurales. Le nord du Manitoba a été en tête avec une augmentation de 10 %. L'Athabasca le suivait de près grâce aux progrès considérables de la mise en valeur de ses sables pétrolifères. La renaissance de l'activité minière a aidé le nord et l'intérieur de la Colombie-Britannique. Le Cap-Breton a mené la région de l'Atlantique pour la croissance de l'emploi avec une hausse de 6,5 %, la sixième en importance pour les 68 régions économiques visées par l'Enquête sur la population active. Enfin, la Saskatchewan rurale a pu profiter d'une reprise en agriculture.

La croissance a toutefois été plutôt inégale dans les régions rurales à cause de pertes dans le secteur forestier. La fermeture d'un certain nombre de scieries et de papeteries a causé des pertes d'emplois dans plusieurs régions rurales du Nouveau-Brunswick, du Québec et du nord de l'Ontario. Malgré la faiblesse de la demande, l'activité forestière a été stable à l'intérieur de la Colombie-Britannique en partie par suite des coupes répétées que l'on a pratiquées pour stopper la propagation du dendroctone du pin.

Dans les villes l'an dernier, l'emploi a souffert de pertes dans les localités où les bases industrielles ont rétréci. Des trois premières villes du pays, Montréal est celle qui a subi le pire sort (l'emploi augmente de 1 % seulement) par des pertes en fabrication, notamment dans le textile et le vêtement. Hamilton a également perdu des emplois à cause d'une activité de fabrication en décroissance. Dans les villes occupées par l'industrie automobile, les résultats ont été inégaux : pertes d'emplois à Windsor, mais croissance ferme à Oshawa.

Dans certaines capitales provinciales, des emplois ont stagné même si cet indicateur était en croissance dans le reste de la province. Le phénomène était des plus clairs à

exception, as construction fed the fastest growth (+5%) of Canada's cities.

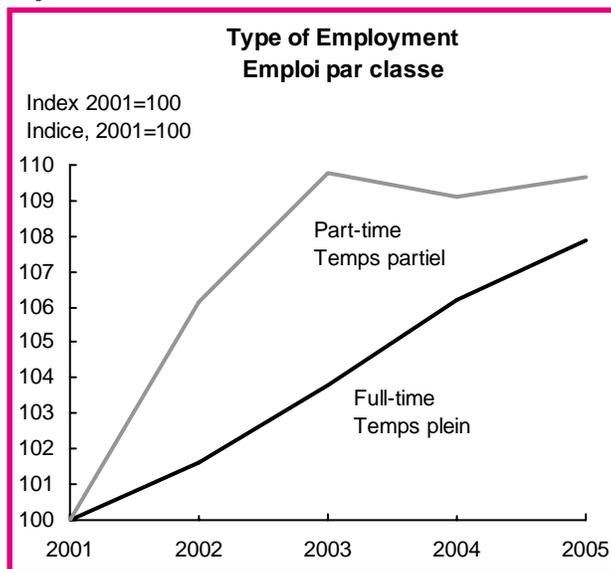
Toronto and Vancouver bucked the trend of weaker job growth in cities, with increases of over 2%. Despite fewer factory jobs, Toronto compensated with large gains in finance, education, trade and construction. Vancouver's role as a hub in trade with Asia was reflected in large gains in trade and transportation, reinforced by a construction boom.

In Alberta, the strong growth of rural regions appears to have been partly at the expense of its largest cities. Overall, jobs fell slightly in Edmonton, offsetting a small gain in Calgary. But this masks substantial industry shifts, with losses in relatively low-paying jobs in accommodation and food and manufacturing as workers were attracted to better jobs elsewhere in cities (notably business and public services) or resource and construction jobs in rural areas. The same phenomenon probably accounts for the drop in farming jobs in Alberta. Unemployment edged down again in Calgary and Edmonton, reflecting continuing tight labour markets.

More Full-time Jobs

The strength of the labour market was reflected in a sharp move from part-time to full-time employment. Part of this shift was encouraged by the strong growth of resources, construction, and the public sector, all of which have relatively few part-time employees. However, a growing shortage of labour appears to have played the largest role: it encouraged employers to convert part-time employees to full-time to meet their growing labour requirements, while empowering part-time employees in weak sectors (like accommodation and food) to seek out better opportunities elsewhere.

Figure 7



Halifax, à Winnipeg et à Regina. Victoria est une exception digne de mention avec une industrie de la construction qui a nourri la croissance la plus rapide (+5 %) observée à l'échelle des villes canadiennes.

Toronto et Vancouver ont fait bande à part dans cette tendance à l'affaiblissement de la croissance de l'emploi dans les villes avec des augmentations de plus de 2 %. Si elle a perdu des emplois en fabrication, la ville de Toronto a pu compenser ces pertes par d'amples gains dans les secteurs des finances, de l'éducation, du commerce et de la construction. Le rôle de Vancouver comme plaque tournante du commerce avec l'Asie a fait largement progresser l'emploi dans le commerce et les transports, phénomène auquel s'est ajouté un bond dans l'industrie de la construction.

En Alberta, il semblerait que la solide croissance de l'emploi dans les régions rurales s'est opérée en partie au détriment de l'emploi dans les plus grandes villes de cette province. Dans l'ensemble, l'emploi a un peu régressé à Edmonton, ce qui a fait contrepoids à un léger gain à Calgary. Ces chiffres nous masquent cependant des déplacements appréciables entre les industries. Il y a en effet eu des pertes d'emplois relativement peu rémunérés dans l'hôtellerie, la restauration et la fabrication, car les travailleurs ont été attirés par de meilleurs emplois ailleurs en région urbaine (plus particulièrement dans les services aux entreprises et dans le secteur public) ou par des emplois dans le secteur des ressources et en construction en région rurale. Le même phénomène explique probablement le recul de l'emploi en agriculture dans cette province. Le chômage a évolué une fois de plus en baisse à Calgary et à Edmonton en raison de la constante fermeté du marché du travail.

Augmentation de l'emploi à plein temps

La vigueur du marché du travail a fait se déplacer l'emploi du temps partiel vers le plein temps, évolution ménagée en partie par la vive croissance du secteur des ressources, de l'industrie de la construction et du secteur public qui, tous, comptent relativement peu de travailleurs à temps partiel. Il semble cependant que les pénuries croissantes de main-d'œuvre aient joué le plus grand rôle : elles auraient incité les employeurs à transformer des postes à temps partiel en postes à plein temps pour répondre à des besoins grandissants de main-d'œuvre, tout en permettant aux travailleurs à temps partiel de secteurs faibles comme celui de l'hôtellerie-restauration de se mettre en quête de meilleures possibilités d'emploi ailleurs.

The shift to full-time began after 2003: since then, full-time positions have risen 4%, while part-time jobs fell outright. This process accelerated last year, when full-time jobs rose 1.6% versus just 0.5% for part-time. This is in marked contrast with the 1990s, when part-time jobs rose more than twice as much (22.5% versus 8.5%).

The notion that shortages were the driving force behind this dynamic is supported by its regional pattern. In Alberta, full-time jobs rose 2.5% while part-time fell 3.2%. There was also a move to full-time in BC (up 3.9% versus 1.1% for part-time) as unemployment hit a record low. In the rest of Canada, both full-time and part-time jobs grew 1%.

The preference for full-time workers was uniformly evident in all industries that raised employment since 2003. Partly, this reflects that construction and resource firms have mostly full-time jobs. But it included industries that normally hire a large share of part-time workers, notably retail trade. Accommodation and food, which also favours part-time hiring, shrank after 2003.

There were other manifestations of a labour market approaching full employment. The average workweek for full-time employees rose for a second straight year, after steady declines since 1994. All the drop in part-time jobs since 2003 has been due to a one-third decline in people who could not find full-time work (from 145,000 in 2003 to 96,000 last year). Meanwhile, 9% more people worked overtime last year, notably in white-collar occupations (blue collar overtime was dampened by cuts in manufacturing).

Another sign of a tightening labour market was increased work stoppages in 2004 and 2005. They were the most in any two-year period in a decade. Some strikes were obviously motivated by the opportunity presented by high prices and robust demand, notably in mining (especially iron ore) and the port of Vancouver. Conversely, there was little appetite for strikes in manufacturing.

Average hourly wage growth accelerated to 3.2%, the most since the high-tech bubble early this decade. Even allowing for the upturn in energy prices, real wage growth was 1%, the best on record back to 1997. With

Ce déplacement vers l'emploi à plein temps s'est amorcé après 2003 et, depuis, l'emploi à plein temps a progressé de 4 %, alors que l'emploi à temps partiel a diminué. Le mouvement s'est accéléré l'an dernier avec des hausses respectives de 1,6 % et 0,5 % seulement pour l'emploi à plein temps et l'emploi à temps partiel, et ce, au rebours même de ce qui s'était passé dans les années 1990 où l'emploi à temps partiel avait augmenté plus de deux fois plus vite (de 22,5 % versus 8,5 %).

L'idée que les pénuries sont le grand moteur de cette dynamique se trouve confirmée par les tendances régionales. En Alberta, l'emploi à plein temps a crû de 2,5 % et l'emploi à temps partiel a décliné de 3,2 %. Il y a aussi eu un infléchissement en faveur de l'emploi à plein temps en Colombie-Britannique (hausse de 3,9 % contre 1,1 % pour l'emploi à temps partiel) et le taux de chômage est tombé à un bas niveau record. Dans le reste du Canada, l'emploi à plein temps et l'emploi à temps partiel ont progressé de 1 %.

La préférence marquée pour les travailleurs à plein temps se remarquait invariablement dans toutes les branches d'activité où l'emploi est en hausse depuis 2003. On peut y voir en partie le fait que l'industrie de la construction et le secteur des ressources aient surtout des emplois à plein temps. Il faut cependant tenir compte des industries qui emploient normalement en grande partie des travailleurs à temps partiel, notamment l'industrie du commerce de détail. Dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration où l'emploi à temps partiel occupe aussi la place d'honneur, on constate des baisses de l'emploi depuis 2003.

On a relevé d'autres signes d'un marché du travail qui approche du plein-emploi. La semaine moyenne des travailleurs à plein temps s'est allongée une deuxième année de suite; elle diminuait constamment depuis 1994. Par ailleurs, toute la contraction de l'emploi à temps partiel depuis 2003 est imputable à la baisse d'un tiers du nombre de travailleurs incapables de trouver de l'emploi à plein temps (nombre qui est passé de 145 000 en 2003 à 96 000 l'an dernier). Enfin, il y a 9 % de travailleurs de plus qui ont fait des heures supplémentaires l'an dernier, notamment dans les professions de cols blancs (les compressions en fabrication ont eu un effet d'amortissement sur les heures supplémentaires des cols bleus).

Un autre signe indique le resserrement du marché du travail, les débrayages qui ont été plus nombreux en 2004 et 2005 qu'au cours de toutes les autres périodes de deux ans depuis une décennie. Il était évident que certaines grèves étaient motivées par l'occasion découlant des prix élevés et de la robustesse de la demande, notamment dans les mines (en particulier le minerai de fer) et au port de Vancouver. Par contre, il y a eu peu d'incitatifs à la grève dans le secteur de la fabrication.

La croissance moyenne du salaire horaire s'est accélérée à 3,2 %, un sommet depuis la chute de la haute technologie au début de la décennie. Même en tenant compte de la recrudescence des prix de l'énergie, la croissance réelle des

jobs growing steadily, total labour income growth accelerated from 4% in recent years to over 5%.

The provincial pattern of wage increases highlights tight labour markets in Alberta and BC as the major factor. The average hourly wage in Alberta rose 6.6% last year, up from 2.3% in 2004, while BC moved from no change to a 2% gain. Wage growth was little changed in Ontario at 3%, while Quebec, Manitoba and Saskatchewan all slowed by at least a percentage point.

More Jobs for Workers Over 55

The cyclical trends in industry demand were overlaid against the background of the inexorable aging of our population. While the share of older workers in the labour force would inevitably have risen as the first of the boomer generation turns 60 this year, the growth of older workers was given a further boost by the end of downsizing in resources, construction and the public sector, all of which have relatively old workforces.

The growing presence of older workers continued in 2005. The number of workers aged 55 years and over rose by 6.2% last year, compared with a 0.7% increase for workers under 55 years. This trend dates back to 1996, unlike many of the shifts in labour demand discussed above which began only after the arrival of the new millennium. 1996 was the inflection point when the share of the older population began to accelerate sharply.

The growing number of older people combined with their increasing likelihood of staying in the labour force has steadily driven up their contribution to overall job growth. Since 1996, the share of all job increases going to workers 55 years and over has risen steadily from 19% to 58% last year (it averaged less than 10% in the 1980s). This share will continue to rise, since the fastest growing segment of the population are 50 to 55 year olds.

salaires est de 1 %, la meilleure depuis 1997. Avec la croissance régulière de l'emploi, la croissance totale du revenu du travail est passée de 4 % dans les dernières années à plus de 5 %.

Par province, la tendance des augmentations de salaire indique que le resserrement du marché du travail en Alberta et en Colombie-Britannique est un facteur important. L'an dernier, le salaire horaire moyen en Alberta a crû de 6,6 % (la croissance était de 2,3 % en 2004). En Colombie-Britannique, il n'y avait eu aucune augmentation en 2004, mais un gain de 2 % en 2005. La croissance des salaires a été peu marquée en Ontario, à 3 %, tandis qu'au Québec, au Manitoba et en Saskatchewan, elle a ralenti d'au moins un point de pourcentage.

Augmentation de l'emploi chez les travailleurs de plus de 55 ans

Les tendances cycliques de la demande de l'industrie se superposent à la toile de fond que représente l'inexorable vieillissement de la population canadienne. La main-d'œuvre âgée se serait certes inévitablement accrue avec les premiers

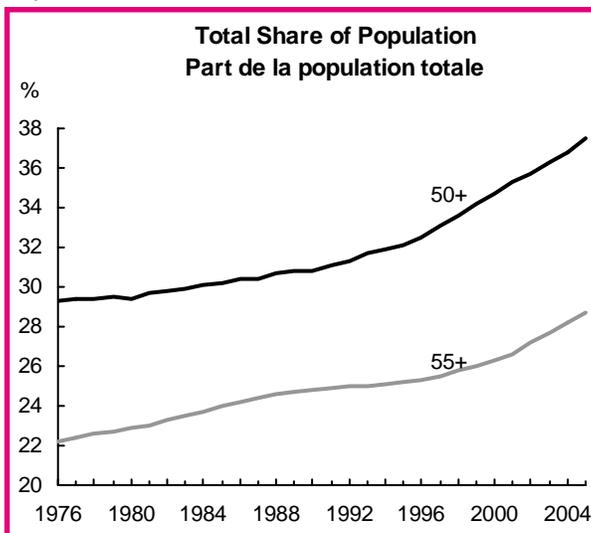
représentants de la génération du boom des naissances qui atteignent cette année l'âge de 60 ans, mais cette croissance s'est trouvée amplifiée par la fin du déclin dans le secteur des ressources, l'industrie de la construction et le secteur public qui, tous, emploient des travailleurs relativement âgés.

Ceux-ci se sont faits encore plus présents en 2005. Le nombre de travailleurs de 55 ans et plus a augmenté de 6,2 % l'an dernier et le nombre de travailleurs de moins de 55 ans, de 0,7 % seulement. C'est une tendance qui remonte à 1996 à la différence de bien des éléments d'évolution de la demande de main-d'œuvre que

nous avons évoqués et qui ne datent que des premières années du nouveau millénaire. L'année 1996 est le point d'inflexion où la proportion que représente la population de plus de 50 ans s'est mise à croître largement.

Les facteurs conjugués de la multiplication des travailleurs âgés et de l'accroissement des probabilités de maintien de l'activité sur le marché du travail ont constamment fait monter la contribution apportée par le groupe des 55 ans et plus à la croissance globale de l'emploi. Depuis 1996, la part de toute cette croissance que détiennent les travailleurs de 55 ans et plus a été en progression soutenue, passant de 19 % à 58 % l'an dernier (elle était en moyenne de moins de 10 % dans les années 1980). Elle continuera à s'élever, puisque le groupe le plus en croissance dans la population est celui des 50 à 55 ans.

Figure 8



The increased attachment of older workers to the labour force reverses a long-term trend to earlier retirement. The reasons are not completely clear. The stock market crash of 2001 helped accelerate this trend, but it was well under way before that and has continued even as the market rebounded. Changing attitudes to retirement by boomers appear to play a larger role, while governments have moved to abolish mandatory retirement.

A recent study found that one-quarter of people who retired between 1992 and 2002 returned to the labour force, especially professionals in good health. Less than half (38%) cited financial considerations as the motive for returning to work. Nearly half (45%) took part-time jobs.²

But a greater desire by employers to retain older workers also appears to have been a factor. Through most of the 1990s, industries with older workforces were downsizing, notably in the primary sector, construction, public administration and recreation (and manufacturing during their slump in the early 1990s). These industries often resorted to early retirement incentives to help shrink their payroll.

Now, these same industries are leading growth, especially for older workers. For example, employment of workers 55 years and over has risen the most in mining and oil and gas, up 114% in the last five years. Other sectors with above-average gains in older workers include recreation (+79%), public administration (+65%) health care (+60%), and transportation (+50%). Presumably, many of these

Figure 9

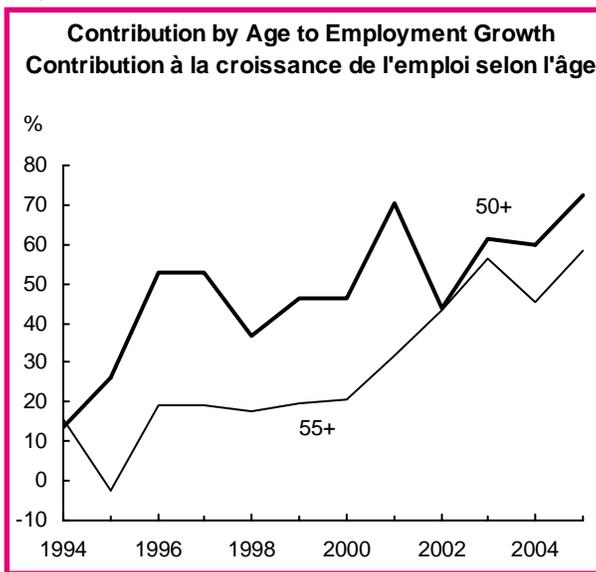
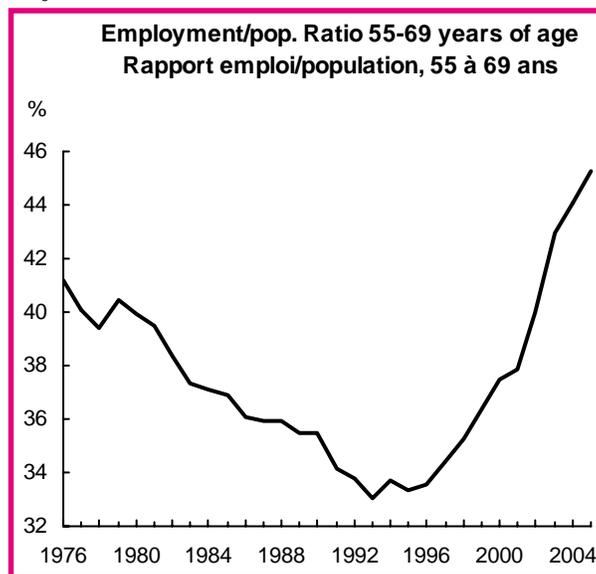


Figure 10



L'activité croissante des travailleurs âgés sur le marché du travail met fin à une tendance à long terme à la retraite anticipée. On n'en comprend pas entièrement les raisons. L'effondrement boursier de 2001 a précipité le mouvement, mais celui-ci était déjà bien engagé et s'est poursuivi même si le marché a rebondi. Le changement d'attitude de la génération du baby-boom à l'égard de la retraite paraît jouer un rôle, alors que les gouvernements ont aboli la retraite obligatoire.

Dans une récente étude, on a constaté que le quart des travailleurs qui avaient pris leur retraite entre 1992 et 2002 étaient revenus sur le marché du travail, plus particulièrement les professionnels en bonne santé. Moins de la moitié (38%) ont cité des considérations financières comme motif de ce retour au travail. Près de la moitié (45%) ont pris des emplois à temps partiel².

Un plus grand désir des employeurs de garder leurs travailleurs âgés semble aussi avoir joué comme facteur. Pendant le plus clair de la décennie 1990, les industries où la main-d'œuvre était plus âgée ont réduit leurs effectifs, plus particulièrement le secteur primaire, l'industrie de la construction, les administrations publiques et l'industrie des loisirs (sans oublier le secteur de la fabrication pendant son marasme des premières années de la décennie 1990). Souvent, ces branches d'activité ont recouru à des encouragements à la retraite anticipée pour mieux comprimer leurs effectifs.

Aujourd'hui, ces mêmes industries sont les chefs de file de la croissance, notamment chez les travailleurs âgés. Dans le groupe des 55 ans et plus, l'emploi a le plus augmenté dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière (+114%) dans les cinq dernières années. Parmi les autres secteurs où la main-d'œuvre âgée a connu une progression supérieure à la moyenne, mentionnons les loisirs (+79%), l'administration publique (+65%), les services de santé

gains reflect a lower retirement rate rather than new hires.

The distinguishing characteristic of the boomer generation in the labour market has always been their higher level of education compared with previous generations. This greater education is reflected in the proportion of people aged 55 to 64 with some postsecondary education, which rose from about one-quarter in 1990 to one-half last year as boomers moved into this cohort en masse.

As a result, older workers increasingly have the education and skills coveted by employers. Since 1995, 94% of the increase in the number of people 55 and older had some postsecondary education, including a 126% gain for those with a university degree. As a result, employers seeking workers with postsecondary qualifications had little choice but to look at older workers: nearly 40% of the better-educated were over 45 years old last year, nearly double their share in 1990.

The significance of the growing number of older people with higher education is that they are more likely to stay in the labour force and find a job. The participation rate of people aged 55 or more with some post-secondary education is nearly twice as large as for those with high school or less, and the gap has grown since 1990. They are also twice as likely to be employed, with an employment rate of 40% versus 21% for those with only high school or less.

Accentuating the ageing of the labour force, young people continued to withdraw from the labour force. Their participation rate fell 1.1% points to 65.9%, the second straight drop despite lower unemployment. The recent dip, despite tight labour market conditions, accompanied increased school enrollment. Youth participation fell steadily from 70% in 1990 to 62% in 1997, before recovering to 67.4% in 2003.

(+60 %) et les transports (+55 %). On peut penser qu'une grande partie de ces gains tiennent plus à une diminution des taux de retraite qu'à une augmentation des taux d'embauchage.

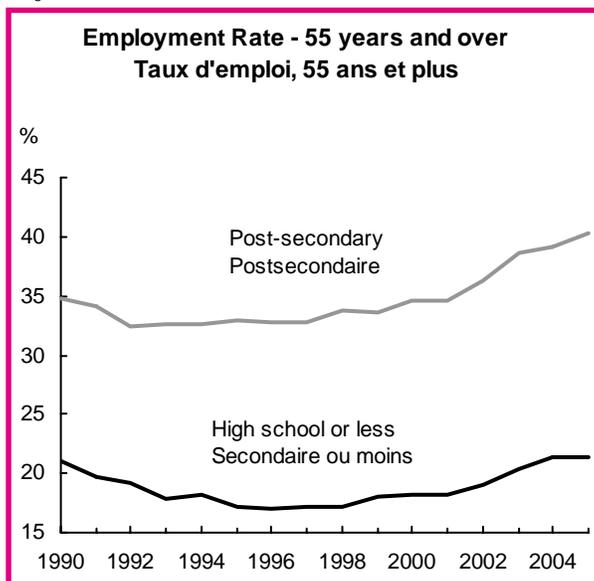
Le trait distinctif de la génération du boom des naissances dans le marché du travail a toujours été sa scolarisation supérieure à celle des générations qui l'ont précédée. De cette meilleure scolarisation témoigne la proportion de gens âgés de 55 à 64 ans qui ont fréquemment le palier postsecondaire, pourcentage qui a monté en flèche, passant du quart environ en 1990 à la moitié l'an dernier à mesure que le baby-boom affluait dans cette cohorte.

Les travailleurs âgés ont de plus en plus l'instruction et les compétences qu'apprécient les employeurs. Depuis 1995, 94 % des travailleurs de 55 ans et plus qui se sont ajoutés avaient fréquenté le palier postsecondaire; on peut noter un gain de 126 % dans le cas des titulaires d'un grade universitaire. Ainsi, les employeurs à la recherche de travailleurs possédant un bagage postsecondaire n'avaient guère d'autre choix que de se tourner vers les travailleurs âgés : près de 40 % des travailleurs plus instruits avaient plus de 45 ans l'an dernier; c'est près du double de la proportion en 1990.

Ce qui est intéressant avec ce nombre croissant de travailleurs plus âgés et plus instruits, c'est que ceux-ci sont plus susceptibles de demeurer sur le marché du travail et de trouver un emploi. Le taux d'activité des 55 ans et plus ayant un certain bagage postsecondaire est près du double de celui des gens qui ont fait les études secondaires ou moins, et c'est un écart qui s'accroît depuis 1990. Les 55 à 69 ans ont aussi deux fois plus de chances de trouver un emploi. Leur taux d'emploi s'établit à 40 % contre 21 % pour les travailleurs qui n'ont fait que les études secondaires ou moins encore.

Pour accentuer le vieillissement de la population active, les jeunes ont continué à se retirer du marché du travail. Leur taux d'activité a fléchi de 1,1 point à 65,9 %, une deuxième baisse de suite malgré un taux de chômage plus bas. Ce récent recul qui a eu lieu malgré la fermeté du marché du travail s'est accompagné d'une hausse de la fréquentation scolaire. Le taux d'activité des jeunes a constamment régressé de 1990 à 1997, passant de 70 % à 62 % avant de revenir à 67,4 % en 2003.

Figure 11



Conclusion

It should not be surprising that many of the shifts in employment observed so far this decade continued last year. This is because the underlying factors driving the economy recently continued to gather steam. Rising commodity prices for energy and metals were fuelled by strong growth in China and the US. Record profits and high capacity use spurred more investment. A third straight increase in the exchange rate forced manufacturers to shed workers and become more efficient.

Domestically, consumers continued to spend more. Government, flush with surpluses, also spent more on services, especially in health and education. The only major shift in spending patterns last year was a slowdown in the housing boom that took-off in 2001.

These shifts reverberated in the type of jobs created and their location. The recovery of resources helped revive employment in many rural regions after years of declines, and was given a further boost by the recovery of farming last year. The upturn of the fortunes of these industries gave a fillip to demand for older workers, who already were taking a commanding place in the labour market as the population ages. Conversely, many urban areas were undercut by the loss of factory jobs.

Notes

1. Unless otherwise noted, all data are annual averages from the Labour Force Survey.
2. See G. Schellenberg, M. Turcotte and B. Ran, "Post-retirement employment" in *Perspectives on Labour and Income* Vol. 6, No. 9, Catalogue No. 75-001-XIE.

Conclusion

On ne s'étonnera pas que nombre de variations observées dans le domaine de l'emploi depuis le début de la décennie duraient encore l'an dernier. L'explication en est que les facteurs déterminants de la situation économique ont récemment continué à se renforcer. Une croissance vigoureuse en Chine et aux États-Unis a soutenu les cours des produits de base dans le cas de l'énergie et des métaux. Des bénéfiques records et une forte exploitation des capacités ont stimulé les investissements et une troisième hausse annuelle consécutive du taux de change a obligé les fabricants à se défaire de travailleurs ou à relever leur rendement.

Sur le marché intérieur, les consommateurs dépensent toujours davantage. Fortes de leurs riches excédents, les administrations publiques ont aussi accru leurs dépenses dans les services, notamment en santé et en éducation. Le seul grand changement de tendances des dépenses l'an dernier a été le ralentissement d'un marché de l'habitation qui bat son plein depuis 2001.

Cette évolution s'est répercutée sur la nature et la répartition des emplois. La reprise du secteur des ressources a aidé à ranimer l'emploi dans bien des régions rurales après des décennies de recul; elle a été aiguillonnée en plus par la relance de l'activité agricole l'an dernier. Le regain de faveur de ces industries a fait monter la demande de travailleurs âgés, qui avaient déjà une place de choix sur le marché du travail du fait du vieillissement de la population. En revanche, un grand nombre de régions urbaines ont subi des pertes d'emplois en fabrication.

Notes

1. Sauf avis contraire, toutes les données représentent des moyennes annuelles tirées de l'Enquête sur la population active.
2. Voir G. Schellenberg, M. Turcotte et B. Ran, « L'emploi après la retraite », dans *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 6, n° 9, publication n° 75-001-XIF au catalogue.

